



SEANCE DU BUREAU DU 16 JANVIER 2020
DECISION N° 2020-007- DB

Date d'affichage : 17 janvier 2020		Le seize janvier deux mille vingt à 14 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis salle des séances Lucien Méhel au siège de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, 11 rue du Maréchal Leclerc à Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, le neuf janvier deux mille vingt.
Nombre de membres :	23	
En exercice :	23	
Quorum :	12	
Présents :	16	Membres présents en séance :
Excusé(s) :	6	Présents : (16)
dont pouvoir(s) :	3	Jean-Michel MARCHAND, Isabelle DEVAUX, Michel PATTEE, Lionel FLEUTRY, Armel FROGER, Jean-Yves FULNEAU, Jackie GOULET, Anatole MICHEAUD, Eric MOUSSERION, Guy BERTIN, Sylvie BEILLARD, Jean-Luc LHEMANNE, Marc BONNIN, Patrice VERITE, Denis SAULEAU, Jean-Marie POIRON.
Absent(s) :	1	
Nombre de votants :	19	
Secrétaire de séance :		Excusé(s) : (6)
Mme Sylvie BEILLARD.		Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Sophie SARAMITO, Sophie TUBIANA, Jacky BOUCHENOIRE, Béatrice BERTRAND
		Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (3)
		Jérôme HARRAULT à Michel PATTEE, Sophie TUBIANA à Jean-Michel MARCHAND, Béatrice BERTRAND à Isabelle DEVAUX
		Absent(s) : (1)
		Christian RUAULT

CONVENTION CONCERNANT LE FINANCEMENT DU PROJET "PLAN D'ACTIONS TERRITORIAL ÉCONOMIE CIRCULAIRE " AVEC LA RÉGION DES PAYS DE LA LOIRE

L'économie circulaire (ECi) vise à développer de nouvelles manières de produire et consommer afin de limiter la consommation des ressources et de réintroduire la matière contenue dans les déchets dans les cycles de production. Il s'agit de sortir du système « extraire, produire, consommer et jeter » pour arriver à un système circulaire où même la notion de « déchet » disparaît au profit de celle de « ressource ». Au-delà des déchets, l'impact de l'économie circulaire est essentiellement environnemental, mais aussi économique et social. Ce modèle met l'accent sur de nouveaux modes de conception, production et consommation, le prolongement de la durée d'usage des produits, la réutilisation et le recyclage des composants : autant d'opportunités pour développer l'économie et créer de l'emploi.

Au niveau national, la feuille de route Économie Circulaire de 2018 et la future loi « anti-gaspillage pour une économie circulaire » viennent impulser une dynamique et mettre en place des mesures pour développer les stratégies territoriales en matière d'économie circulaire.

Au niveau régional, la Région Pays de la Loire a décliné son « Plan d'actions économie circulaire 2018-2025 » autour de quatre axes stratégiques :

- Réussir la transition vers l'économie circulaire ;
- Accompagner les acteurs des territoires ;
- Développer l'économie circulaire dans les filières à fort potentiel ;
- La Région s'engage.

Dans le cadre de ce plan d'action, la Région a lancé un appel à projet auprès des acteurs de l'économie circulaire, en partenariat avec l'ADEME.

Le projet de territoire de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire (CASVL), adopté en 2018, est un document stratégique qui définit les orientations et les objectifs de la collectivité autour de 3 axes, l'attractivité, l'environnement et le dynamisme. Ce projet de territoire développe notamment un volet économie circulaire qui s'intègre par ailleurs dans l'objectif d'un territoire « Zéro Déchets ».

Au vu du contexte national et des objectifs de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, il a été proposé de répondre à l'appel à projet de la Région Pays de la Loire en s'engageant dans un Plan d'actions Territorial Économie Circulaire.

L'objectif est de structurer un plan d'actions territorial "Économie Circulaire" en lien avec les autres politiques transversales de la collectivité (Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET), Projet Alimentaire Territorial (PAT), Programme Local de Prévention Déchets (PLPD).

I - Plan d'actions territorial "Économie Circulaire"

Le plan d'action se déroulera sur trois ans, en trois étapes clés :

- 1 - La réalisation d'un diagnostic de l'ECi du territoire pour évaluer les enjeux et mettre en place des indicateurs permettant de définir un état « 0 » de l'ECi sur le territoire de la CASVL ;
- 2 - La formalisation d'une stratégie d'ECi avec des objectifs et des cibles clairement exprimés ;
- 3 - L'animation du plan d'action territorial "Économie Circulaire" sur le Saumurois avec les services de la collectivité et les acteurs du territoire.

Le référentiel de l'ADEME "Démarche Territoriale Économie Circulaire" sera utilisé pour la réalisation du diagnostic et la formalisation de la stratégie. Il permet en effet d'interroger d'un côté les services en place en matière de réduction, collecte et valorisation des déchets et d'un autre côté les possibilités de déploiement d'une économie circulaire sur le territoire.




Le diagnostic intégrera un travail avec les différents services de la collectivité pour les sensibiliser aux enjeux de l'ECi, repérer les actions d'ores et déjà menées et construire avec eux des axes de déploiement de l'ECi dans les politiques de la collectivité. L'intérêt pour cette dernière est bien de mener ces travaux conjointement pour assurer une cohérence et une complémentarité entre les outils (PCAET, PAT, PLPD) et sensibiliser, en même temps, des acteurs-clés du territoire.

Sur la base de ce diagnostic, un plan d'action sera défini autour des boucles de l'ECi présentant des enjeux pour le territoire, du fait de la quantité de déchets/matières concernés, des enjeux en termes d'emploi, de valeur ajoutée, des acteurs mobilisés et des synergies qui peuvent être mises en place. Il s'agit par exemple d'actions autour des filières viticoles et bois, du réemploi et de la réutilisation, de plateforme numérique pour mettre en lien l'offre et la demande des acteurs...

Par la suite, le volet animation du plan d'action, après la définition et la validation de la stratégie, sera basé sur la sensibilisation et la formation afin de pérenniser son déploiement et d'optimiser son impact sur le territoire.

L'élaboration d'un Plan d'Actions Territorial ECI en cohérence avec la démarche mise en place par l'ADEME devra bien prendre en compte la logique globale de l'économie circulaire. L'ensemble des piliers de l'ECi sera investigué pour réaliser ce travail ; la complémentarité entre l'approche développement économique et déchets en est le garant. Il est donc essentiel de co-construire avec les acteurs locaux et les différents services de la collectivité une stratégie économie circulaire transversale.

II - Calendrier prévisionnel

Étapes	2020	2021	2022
Élaboration du diagnostic			
Sensibilisation des publics			
Définition de la stratégie et du plan d'actions			
Animation du plan d'actions			

III – Convention avec la Région Pays de la Loire

Le projet a été retenu dans le cadre de l'appel à projet Région Pays de la Loire / ADEME. Son financement fait l'objet d'une convention avec la Région Pays de la Loire. Cette convention précise le contenu du projet et les éléments liés au versement de la subvention. Elle définit par ailleurs la communication de l'intervention de la Région qui doit être faite autour du projet.

La durée de la convention est de trois ans et demi.

IV - Financement du projet

La réalisation du « Plan d'Actions Économie Circulaire » est financée dans le cadre du Contrat de quasi régie pour l'exploitation du service Déchets avec la SPL Saumur Agglopropreté (mission d'étude prévention / économie circulaire, mission d'animation / sensibilisation). Elle fait l'objet d'une subvention de la Région Pays de la Loire.

Type de dépenses	Détail du poste de dépenses	Montant des dépenses TTC	Montant des dépenses éligibles
Études	Réalisation du diagnostic, de la stratégie et du plan d'actions	41 500 €	41 500 €
Animation	Temps d'animation et matériel pédagogique	49 500 €	49 500 €
TOTAL		91 000 €	91 000 €
Financement de la Région Pays de la Loire			45 500 €
Autofinancement CASVL			45 500 €

Compte tenu des éléments techniques développés ci-dessus,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant, complétée et modifiée par la délibération n° 2017/154 du 22 juin 2017 ;

Vu la délibération n° 2017-013 DC du 2 février 2017 du Conseil de la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Bureau d'une partie de ses attributions, complétée et modifiée par les délibérations n° 2017/154 DC du 22 juin 2017, n° 2018/073 DC du 19 avril 2018, n° 2018/085 DC du 31 mai 2018, n° 2018/090 DC du 4 juillet 2018 et n° 2018/151 DC du 15 novembre 2018 ;

Vu l'avis de la Commission Environnement, Déchets et Transition énergétique du 16 janvier 2020 ;

Vu l'avis du Groupe de Travail Economie du 16 janvier 2020 ;

Considérant que le développement de l'économie circulaire est un axe fort du projet de territoire 2028 de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Considérant l'appel à projet de la Région Pays de la Loire auprès des acteurs de l'économie circulaire, en partenariat avec l'ADEME ;

Aussi,

Il est proposé au Bureau communautaire :

- **D'APPROUVER** le projet de Plan d'action Économie Circulaire (ECi), réalisé sur trois ans selon les étapes suivantes :

1 - Réalisation d'un diagnostic de l'ECi du territoire pour évaluer les enjeux et mettre en place des indicateurs permettant de définir un état « 0 » de l'ECi sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire (CASVL) ;

2 - Formalisation d'une stratégie d'ECi avec des objectifs et des cibles clairement exprimés ;

3 - Animation du plan d'action territorial "Économie Circulaire" sur le Saumurois avec les services de la collectivité et les acteurs du territoire.

- **D'APPROUVER** la convention concernant le financement du projet « Plan d'actions territorial Économie circulaire » avec la Région des Pays de la Loire, à hauteur de 45 500 €, pour une durée de trois ans et demi ; La part restant à la charge de la CASVL est de 45 500 € ;

- **D'AUTORISER** le Président ou le Vice-Président en charge de l'environnement, des déchets et de la transition énergétique à signer ladite convention et tout acte en découlant ;

- **D'AUTORISER** le Président ou le Vice-Président en charge de l'environnement, des déchets et de la transition énergétique à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 19 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 1er trimestre 2020



Jean-Michel MARCHAND

Matière de l'acte	8 Domaine et compétence par thèmes	8.8 Environnement
-------------------	------------------------------------	-------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »